ATTENTATS DE PARIS ET SAINT-DENIS

# L'ÉTAT D'URGENCE POUR UNE AUTRE POLITIQUE

Après les horribles assassinats de janvier, le pays se trouve à nouveau plongé dans une tragédie inédite par son effroyable violence et son abominable ampleur.

Nos premières pensées, fraternelles et solidaires, s'adressent aux victimes, aux familles et à leurs proches qui viennent de subir l'irréparable.

La folie meurtrière de ces robots de la haine, de ces profanateurs de la vie, déshumanisés et étrangers au monde des vivants, vient de faucher le bien commun de la nation, la jeunesse.

Chacune et chacun d'entre nous peut imaginer que ses enfants, ses amis ou ses proches pouvaient, ce vendredi soir, se retrouver assis en toute quiétude à la terrasse d'un café, chanter ou danser dans l'enceinte d'une salle de concert pour profiter des plaisirs qu'offre la vie. En l'espace de quelques instants, la vie et la jeunesse se sont transformées en un terrifiant décompte macabre. La jeunesse française fauchée par l'immonde bête sanglante s'appelait, vendredi soir, Haalima, Asta, Julie, Elif, Romain, Juan Alberto, Djamila, Milko, Kheireddine, Thibault, Patricia…

Daech ne peut perpétuer sa politique de terreur mortifère sur l'ensemble du globe. Il doit être combattu sans relâche. Toutefois, ne soyons pas naïfs, et ne faisons pas abstraction des différentes ramifications qui lui permette d'être une force de frappe bénéficiant de ressources financières issues du pétrole et d'armes provenant d'Etats ou de royaumes reconnus et adoubés par les démocraties occidentales.

Depuis vendredi soir, certains partis politiques et médias n'ont de cesse de proférer que la France est entrée en guerre. Est-ce réellement une nouveauté ? A des milliers de kilomètres de notre territoire, la France est entrée en guerre contre l'Afghanistan, l'Irak, la Libye ou encore la Syrie sans que les citoyens puissent s'exprimer sur les raisons et les conséquences de décisions d'une telle gravité. D'après les stratèges et les gouvernements occidentaux, la guerre « chirurgicale » nous promettait des frappes sans effets collatéraux. Qu'en est-il réellement ? Au nom d'intérêts stratégiques ou financiers, les guerres menées par des « démocraties » laissent derrière elles le chaos, des champs de ruines et permettent l'essor du pire, comme l'implantation de Daech. Ce sont avant tout des musulmans qui subissent la férocité meurtrière de ces pseudo-religieux, de ces traitres à l'Humanité – 80 % des victimes du terrorisme sont des musulmans –. Les pays occidentaux n'ont aucun problème à trouver les fonds abyssaux qui servent cette politique guerrière, bien davantage que les moyens sociaux qui permettraient d'assurer le vivre ensemble. La radicalisation de ces jeunes meurtriers et sans espoir n'est pas seulement due à un contexte géopolitique lointain. Elle s'appuie sur le désespoir social de populations laissées en marge de la République.

Surfant sur l'émotion provoquée par cette nouvelle nuit tragique, le tout-sécuritaire devient la seule préoccupation de partis politiques qui n'ont de cesse d'utiliser la peur comme justification de politiques futures, notamment dirigées contre les droits des salariés. Le risque est grand de voir, dans les jours prochains, les amalgames et la stigmatisation contre les musulmans, les migrants ou les étrangers devenir le socle de campagnes électorales nauséabondes.

La mémoire d'Haalima, Asta, Julie, Elif, Romain, Juan Alberto, Djamila, Milko, Kheireddine, Thibault, Patricia… et de tant d'autres de nos enfants tombés ce vendredi soir ne peuvent servir les intérêts de partis qui proposent la peur et la haine de l'autre comme projet de société. L'état d'urgence contre l'abominable Daech est proclamé, et sa funeste politique doit être décimée sans tarder…

*Paris, le 17 novembre 2015*

## L'état d'urgence doit être proclamé, sans tarder, pour une autre politique sociale

info'com-cgt
SALARIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

01 43 31 80 49
INFOCOMCGT.FR
NEWS@INFOCOMCGT.FR
INFOCOMCGT